

DEUX DÉCLARATIONS...

La presse bourgeoise, nourrissant l'espoir d'un écroulement interne des pays « communistes », épiloque sur les déclarations communes partis communistes tchécoslovaque et français, parti ouvrier unifié polonais-PCF. Et il est effectif que ces deux textes comportent des thèses divergentes.

De concert avec les communistes tchécoslovaques, les bureaucrates du PCF estiment la révolution hongroise due à un complot impérialiste, rendu possible par « le manque d'unité » dans le parti, les erreurs de sa direction et du gouvernement. Mais traitant du même problème avec le parti polonais, ils se limitent à « un échange de vues concernant les événements hongrois », les signataires « exprimant leur

appui du parti socialiste ouvrier hongrois et au gouvernement révolutionnaire ouvrier et paysan ».

Les staliniens français et tchécoslovaques, se drapant dans le manteau de la pureté marxiste, déclarent : « En dehors de la vie du marxisme-léninisme, il n'y a que la voie du réformisme et de la capitulation... Toute tentative de diviser le mouvement communiste en courants soi-disant « staliniens » et « non staliniens » n'est en fait que la mise en cause du marxisme-léninisme. Rien de similaire dans le texte signé des Polonais.

De même, alors qu'à Prague le PCF affirme que l'URSS est le centre du mouvement communiste international, il n'en éprouve plus le besoin, on ne peut

le faire à Varsovie.

Enfin, Billoux a pu déclarer (« Humanité » du 25-1) que les communistes tchécoslovaques « constatent pour leur part que la fidélité de l'Union Soviétique au principe de l'égalité entre les pays socialistes NE S'EST JAMAIS DEMENTIE (souligné par nous). Le point II de la déclaration avec le POUP contient : « En conséquence du XX^e congrès, des conditions ont également été créées pour assurer le plein respect des principes léninistes qui régissent la collaboration entre les Etats socialistes... »

Quelles sont donc les raisons qui ont motivé pour la direction bureaucratique du PCF l'acceptation de deux textes divergents sur certains points et parfois contradictoires ?

Aller à Prague et signer la déclaration que l'on sait permettait de montrer la prétendue solidité du stalinisme, de couvrir de l'autorité d'un pays de

A LA LUMIERE DE LA REVOLUTION POLITIQUE

Les problèmes politiques et économiques

IV. — Démocratie

plusieurs classes. On ne trouvera pas dans toute l'histoire politique un seul parti représentant une classe unique si, bien entendu, l'on ne consent pas à prendre une fiction policière pour la réalité.

Mais peut-être le cas du prolétariat et de la société « socialiste » est-il différent ?

Trotsky réfute non moins énergiquement une telle supposition. Le prolétariat, écrit-il (1), est la classe la moins hétérogène de la société capitaliste. L'existence de couches sociales telles que l'aristocratie ouvrière et la bureaucratie suffit cependant à nous expliquer celle des partis opportunistes qui deviennent, par le cours naturel des choses, l'un des moyens de la domination bourgeoise.

S'il n'y a « pas de classes » dans la société soviétique, elle n'en est pas moins de beaucoup plus hétérogène et complexe que le prolétariat des pays capitalistes, et peut, par conséquent, offrir un terrain nourricier bien suffisant à plusieurs partis.

par Michel PABLO

Le raisonnement de Staline aboutirait, en réalité, comme le remarque justement Trotsky, à la conclusion que, dans la société soviétique, il ne peut pas y avoir de parti du tout.

Mais à cette « loi », ajoutait Trotsky, Staline fait une exception « sociologique » en faveur du parti UNIQUE et MONOLITHIQUE dont il était le secrétaire général !

LA CONCEPTION YOUGOSLAVE DE LA « DEMOCRATIE DIRECTE »

Les arguments staliniens contre le droit à la pluralité des partis soviétiques sont en réalité également à la base du raisonnement des dirigeants yougoslaves en cette matière : soi-disant disparition des classes après la prise du pouvoir, homogénéité de la nouvelle société, unité de toutes les couches sur le même programme, celui du socialisme. « Plusieurs partis, argumentait Tito (2), signifient plusieurs programmes et dans notre pays il n'y a qu'un seul programme : créer une société socialiste. »

Kardelj, cependant, n'a pas manqué de recourir à des arguments supplémentaires et dans une certaine mesure plus subtiles. Sa thèse peut se résumer ainsi (3) :

Dans le socialisme (achevé), le dépérissement des classes et de l'Etat s'accompagne du dépérissement de tout parti. Par conséquent, il ne faut pas permettre un système multi-parti, qui commencerait à dépérir et serait de toute manière destiné à disparaître. D'autre part, dans les conditions d'un pays encore arriéré comme la Yougoslavie, « où la classe ouvrière, celle qui gère les moyens sociaux de la production représente un tiers de la population, tandis que les producteurs petits propriétaires forment 60 % de la population totale et où le socialisme s'édifie dans une situation extérieure exceptionnellement difficile », le retour à un système politique multi-parti signifierait (selon Kardelj) « qu'on renonce à défendre la révolution et ses acquisitions, c'est-à-dire en dernière analyse qu'on renonce aussi bien à défendre l'indépendance du pays qu'à bâtir le socialisme ».

Les dirigeants yougoslaves croient avoir trouvé le moyen de se passer à la fois de la démocratie politique à système multiparti, et du « bureaucratisme » stalinien par la « démocratie directe ».

Selon Kardelj, cette dernière consiste dans le maximum de self-gouvernement démocratique des travailleurs au moyen d'organes de gestion

(1) « La Révolution trahie. »

(2) « Tito parle » de Dedijer.

(3) « De la démocratie socialiste dans la pratique yougoslave. » « Questions actuelles du Socialisme », janvier-février 1955.

La forme, la base constitutionnelle de l'Etat prolétarien est fournie par les conseils, les comités, les soviets. L'histoire n'a pas donné jusqu'à maintenant une autre solution, tout au moins en ce qui concerne la phase préparatoire au socialisme (ou la phase inférieure du socialisme). Mais les conseils, les soviets ne sont viables qu'en tant qu'expression démocratique de la pensée et de la vie politique de la classe. Ces dernières se manifestent dans la possibilité de la pluralité des partis politiques se basant sur les soviets et défendant les conquêtes sociales fondamentales de la Révolution.

Staline et ses adeptes, pour soutenir la conception du Parti monolithique unique, négation de la démocratie politique soviétique, évoquent la soi-disant homogénéité de la société issue de la Révolution. Or il s'agit là d'une pure fiction juridique, la société issue de la Révolution gardant aussi bien pour une période les anciens antagonismes de classe, que se différenciant constamment sur des nouveaux problèmes relatifs à la recherche de la voie pour construire le socialisme.

L'abolition du pouvoir politique des anciennes classes possédantes par la Révolution ne signifie pas évidemment leur abolition instantanée également du point de vue économique. Car seul un développement prodigieux des forces productives, de loin supérieur à celui du capitalisme le plus développé, qui assurera l'abondance, peut en réalité éliminer, détruire les racines économiques de la différenciation de la société en classes, en couches et homogénéiser en quelque sorte, matériellement, économiquement, la société. Or un tel achèvement est pratiquement impossible sans que la révolution gagne la partie économiquement déterminante du monde. Aucun Etat ouvrier isolé, en soi, n'est capable d'atteindre une telle performance, d'achever « son socialisme ».

Le faible développement des forces productives dans les Etats ouvriers isolés qui construisent nationalement le socialisme, non seulement n'assure pas la liquidation économique définitive des anciennes classes, non seulement ne stoppe pas définitivement la renaissance quotidienne des tendances et des forces « néo-bourgeoises », mais maintient également l'hétérogénéité du prolétariat et des couches semi-prolétariennes, base sociale de la dictature du prolétariat.

D'autre part, il faut tenir compte du fait que la voie de la construction du socialisme n'est inscrite dans aucun livre, n'est pas donnée d'avance. Il faut la découvrir dans la pratique, à travers la confrontation idéologique. Ce qui ne manquera pas de différencier le prolétariat et les couches semi-prolétariennes sur de nouveaux problèmes, propres à la construction du socialisme.

Quels rapports établir entre l'industrie lourde, l'industrie légère, l'agriculture ? A quels rythmes respectifs ? Comment collectiviser l'agriculture ? Quelle politique internationale poursuivre entre temps ? Autant de questions prises comme exemple sur lesquelles les vues et les intérêts des différentes couches qui constituent la base sociale de la dictature du prolétariat peuvent fortement différer ! Tout cela est déjà une base suffisante pour envisager la possibilité (et le droit) de la pluralité des partis soviétiques.

STALINISME, BOLCHEVISME ET LES PARTIS

Nous avons déjà mentionné les dispositions, l'essence, de la constitution soviétique de 1936 en matière de « démocratie ». Du moment, affirmait alors Staline, qu'il n'y a pas de classes (en U.R.S.S.), que les limites s'effacent entre les classes, il reste une certaine différence superficielle entre les couches diverses de la société socialiste, mais elle ne saurait être un terrain nourricier pour la rivalité des partis.

Où il n'y a pas plusieurs classes, il ne saurait y avoir plusieurs partis, car un parti est une fraction de classe.

Commentant ce raisonnement, Trotsky écrit dans « La Révolution trahie » : Autant de mots, autant d'erreurs et parfois davantage ! Comme si les classes étaient homogènes ! Comme si leurs frontières étaient nettement délimitées une fois pour toute ! Comme si la conscience d'une classe correspond exactement à sa place dans la société !

La pensée marxiste n'est plus ici qu'une parodie. Le dynamisme de la conscience sociale est exclu de l'histoire dans l'intérêt de l'ordre administratif. A la vérité, les classes sont hétérogènes, déchirées par les antagonismes intérieurs et n'arrivent à leurs fins communes que par la lutte des tendances, des groupements et des partis.

On peut reconnaître avec quelques restrictions qu'un parti est une « fraction de classe ». Mais comme une classe est faite de nombre de fractions, — les unes regardant en avant, les autres en arrière, — la même classe peut former plusieurs partis.

Pour la même raison, un parti peut s'appuyer sur des fractions de